JUILLET-AOÛT 2020 ★ 2€ / SOUTIEN DÈS 5€

La Relève

N°3

JOURNAL DE L'UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

ÉTUDIANTS

CONFINEMENT, CRISE ET PRÉCARITÉ

COVID-19

ET LA CRISE CAPITALISTE

« LE MONDE D'APRÈS »

LES JEUNES DANS LA LUTTE

CONTRE LE "MONDE D'APRÈS"

LES JEUNES DANS LA LUTTE

➤ VICKEN

La période estivale a toujours été une période de repos bien mérité pour les travailleurs et leurs familles: départs à la mer et à la montagne, plus importante prise en charge des enfants, événements culturels… La période estivale rime avec une nouvelle intensification des politiques anti-sociales et anti-populaires menées depuis plus de 30 ans en profitant des départs en vacances. Édouard Philippe a cédé le poste de premier ministre à Jean Castex, un haut fonctionnaire qui a activement participé à la casse de l'hôpital public (introduction de la notion d'objectifs et de rentabilité dans l'hôpital et à une rationalisation des coûts dans le cadre du plan hôpital 2007, qui introduit notamment la tarification à l'activité « T2A »). Plusieurs ministres entrants sont du même gabarit, comme Brigitte Klinkert (qui voulait conditionner RSA à du bénévolat) devient ministre de l'insertion professionnelle et Gerald Darmanin (qui voulait soutenir les commerçants et les artisans touchés par la COVID 19 via un appel aux dons et qui est accusé de 2 viols) devient ministre de l'intérieur. Pour les jeunes, le pire est pour la rentrée.

La pandémie mondiale de Covid-19 a aggravé la crise générale du mode de production capitaliste, intensifiant ses contradictions. Les cours de la bourse dans le monde confirment que l'économie française et plus largement européenne est entrée en récession, fragilisant très fortement l'économie mondiale. La Chine a rebondi quant à elle: ses chiffres mensuels du commerce extérieur ont été salués par les acteurs du marché avec un rebond surprise des exportations pour la première fois de l'année. La situation de l'emploi s'est également aggravée depuis le confinement selon les statistiques du ministère du Travail sur les mouvements de main-d'œuvre publiées jeudi 31 juillet. Et les destructions d'emplois continuent de plus belle. Pour les jeunes, le monde d'après promet d'être plus incertain et plus précaire que celui d'avant.

De plus le nouveau gouvernement s'est engagé dans une accentuation de la répression contre les travailleurs. Fustigeant d'abord « la banalisation de la délinquance du quotidien [qui] exaspère les Français », Jean Castex a annoncé la création de « juges de proximité » qui seront chargés de garantir la « tranquillité publique. » En visite à Nice en juillet dernier, il a également annoncé une extension des compétences de la police municipale pour donner la possibilité à cette dernière d'agir au même niveau que

les polices nationales. La police municipale pourra donc faire arbitrairement de contrôles d'identité et avoir accès à certains fichiers de police « pour savoir si les personnes ont déjà commis des infractions. » Pour finir, la reprise généralisée du terme d'extrême-droite « ensauvagement » fait craindre le pire. Pour les jeunes, le monde d'après promet également d'être plus répressif que celui d'avant.

Également l'aggravation de la crise générale du capitalisme aiguise les contradictions des différents impérialismes faisant redouter une nouvelle escalade de guerres dans le monde. Alors que les travailleurs libanais sont frappés de plein fouet par une violente crise sociale et portent dans la rue des revendications légitimes, Emmanuel Macron a déclaré lors d'une conférence de presse que « la France sera […] là pour organiser l'aide internationale aux côtés de l'Union européenne, des Nations unies et avec le soutien de la Banque mondiale » toute en appelant « les dirigeants, les forces politiques libanaises » qui « ont aujourd'hui une démonstration à faire, celle de leur capacité à […] répondre » au « changement profond […] attendu » et que la France « serait là en soutien avec l'ensemble des dirigeants. » Outre les polémiques provoquées par Donald Trump autour de l'application TikTok, les relations sino-américaines peuvent dégénérer en un conflit suite aux tensions diplomatiques qui se cristallisent entre les 2 puissances en mer de Chine méridionale selon le premier ministre australien et les think tanks et officiers chinois. Cette zone stratégique est un carrefour commercial incontournable et recèle également des gisements pétroliers et gaziers importants.

Pour les jeunes, le monde d'après promet également d'être plus belliqueux et violent.

Ainsi la rentrée 2020 s'annonce sous les auspices de ce « monde d'après » tant vanté par Emmanuel Macron et qui promet une intensification de la précarité, du chômage, de la destruction du tissu industriel et de la casse des services publics et des libertés démocratiques.

Pour en finir avec la politique réactionnaire de la bourgeoisie monopoliste et de construire une véritable alternative politique, impliquant d'en finir avec le capitalisme-impérialisme pour bâtir le socialisme-communisme, il est nécessaire que les jeunes travailleurs, les étudiants et les lycéens se mobilisent à leur tour derrière le peuple-travailleur pour la défense des services publics, de l'emploi, de la retraite par répartition, de l'assurance chômage, de la sécurité sociale, de la justice fiscale, des libertés démocratiques, du tissu industriel et de la paix. ★

C'est pour cette raison que le 17 septembre 2020 nous appelons tous les jeunes travailleurs, étudiants et lycéens à se mobiliser aux côtés des travailleurs afin de renforcer le mouvement contre la politique des monopoles capitalistes.

Le «monde d'après» est fait de luttes :
nous n'avons rien à perdre que nos chaînes
et nous avons un monde à gagner.

LA MASCARADE DU PLAN DE RELANCE DE L'EMPLOI POUR LES JEUNES

➤ **MANOLO**

Emmanuel Macron a annoncé un plan de relance de l'emploi pour les jeunes lors de son interview du 14 juillet. Prétendant lutter contre le chômage et la précarité de la jeunesse, le président de la République a détaillé des mesures qui sont autant d'attaques contre les jeunes et le monde du travail en général.

Ce plan, dans la droite ligne des politiques jeunesses de Rocard, consiste à exonérer plus encore de cotisations les entreprises à l'embauche. Ainsi le capital pourra bénéficier de meilleurs taux de profits, tout en sabordant un peu plus la sécurité sociale, dont le très volontaire «trou» ne fera que se creuser. Le chien, l'abattage, la rage, on connaît le principe.

Le gouvernement met également sur la table une aide à l'apprentissage par le biais de dons purs et simples de liquidités à l'embauche : 4000 euros de deniers publics pour un mineur, 8000 pour un majeur. Il est bon de rappeler en parallèle qu'un apprenti ne peut être payé au maximum dans sa troisième année qu'à 67% du SMIC s'il est majeur, et 55% s'il est mineur. Non seulement le statut de « sous-salariés » des apprentis est confirmé, mais de plus l'État propose au patronat de le soulager d'une partie de ces salaires.

De plus M. Macron annonce la nécessité de recruter plus de 100 000 «volontaires» en service civique supplémentaires, lesquels sont déjà largement mobilisés depuis quelques années pour remplacer des emplois peu qualifiés par exemple dans l'animation ou l'accueil.

Il est bon de soulever le fait que ces « volontaires » - travaillant entre 25 et 30 heures par semaine - ne reçoivent pas de salaire des entreprises où ils sont mobilisés mais une allocation d'environ 500 euros versés par l'État.

Comment ce plan entend-t-il répondre à la pauvreté et la misère des jeunes, sinon en créant des conditions de travail encore dégradées ? Non seulement le capital aura à portée de main des salariés surexploités d'autant plus rentables qu'ils n'en paieront pas la reproduction de la force de travail, ou qu'on leur offrira des fonds pour embaucher, mais de plus ces postes vont faire peser une insoutenable concurrence sur l'ensemble des salaires. Un nouveau régiment de l'armée de réserve va se constituer : comment réclamer des augmentations de salaire alors que de vastes masses coûtent deux fois moins que vous ?

Voici l'horizon de la « relance » du gouvernement des monopoles : la misère et la faim pour notre jeunesse aujourd'hui, l'écrasement de tous les travailleurs et travailleuses demain. ★

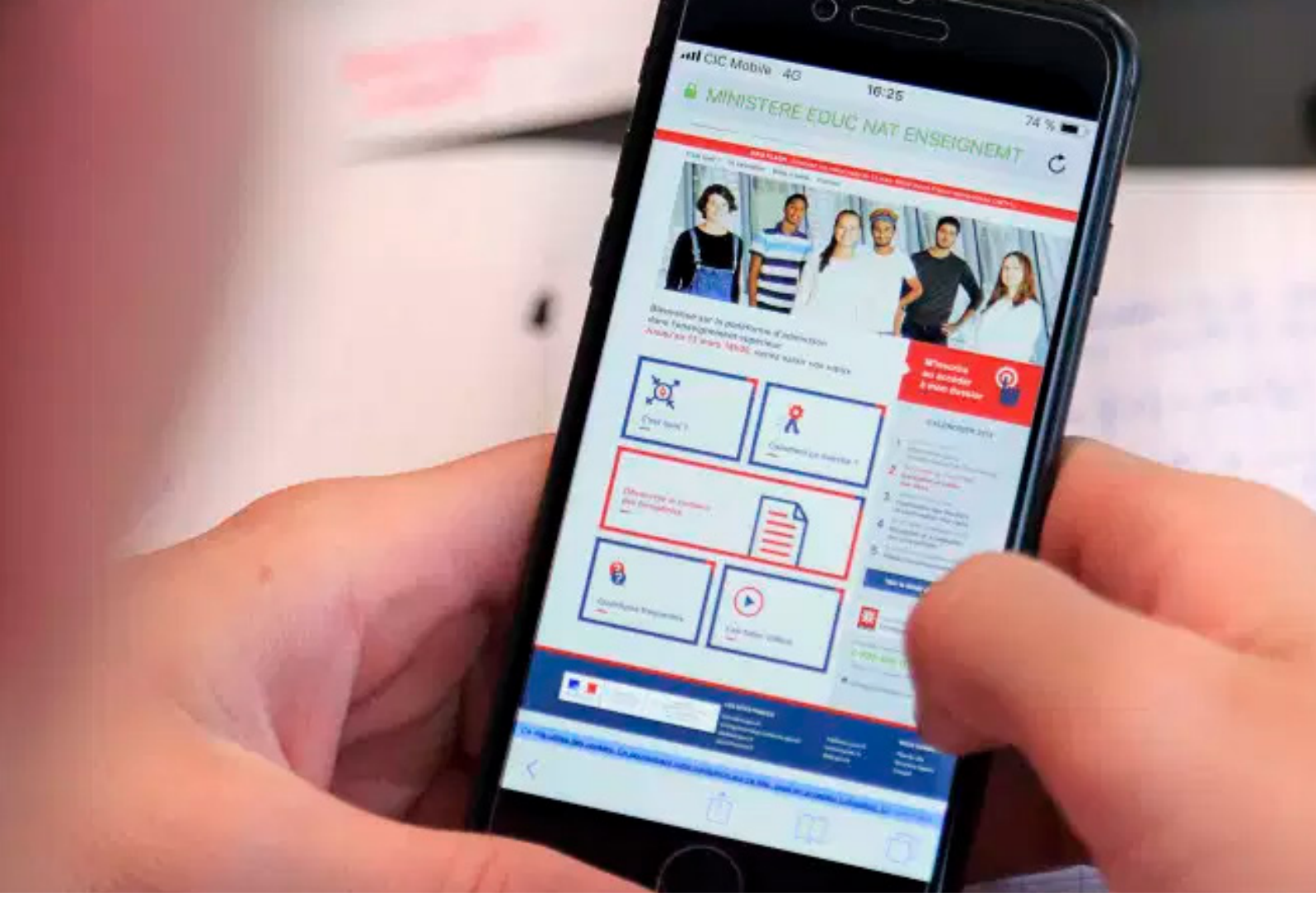
TAUX DE RÉUSSITE RECORD AU BAC ET LA GALÈRE PARCOURSUP : LES CONSÉQUENCES DE LA DESTRUCTION DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

➤ TARAS

Cette année, le taux de réussite au baccalauréat a battu tous les records. D'après la note d'information de la DEPP (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance), le taux de réussite au bac général est de 98,4 % contre 91,2 % en 2019. Au bac technologique il est de 95,7 % contre 88,1 % en 2019. Enfin au bac professionnel il est de 90,7% contre 82,3 % en 2019. La tendance est à l'augmentation, d'autant plus qu'il y a une dizaine d'années ce taux de réussite était proche de 80% alors qu'aujourd'hui on atteint presque les 100% en bac général.

Il est vrai que le contexte de 2020 était spécial, à cause de l'épidémie du Covid-19 et de l'annulation des épreuves du bac au profit du contrôle continu. C'est d'autant plus significatif avec le contrôle continu où il faut avoir de bons résultats tout au long des études, tandis qu'avec les épreuves du bac il était possible de l'obtenir sans forcément avoir de bons résultats pendant l'année. Cela reflète aussi une hausse des résultats scolaires de manière générale.

Ce n'est pas la réussite en soi qui pose problème. Le fait est que les réformes successives dans l'enseignement depuis plusieurs années contribuent à alléger les programmes, voire à rendre certaines matières non obligatoires en proposant aux élèves des choix à faire dès le collège. Se crée ainsi une segmentation de classe de la population étudiante en modulant les programmes selon une orientation professionnelle pré-fabriquée par le ministère de l'éducation. Ainsi, l'enseignement fondamental perd de plus en plus de sa cohérence dans l'objectif de faire augmenter le taux de réussite pour la statistique. Une certaine idée de l'excellence, calquée sur les intérêts, les attitudes scolaires et les parcours des enfants de la bourgeoisie se banalise progressivement et les élèves des établissements des quartiers ou des banlieues sensibles ne peuvent plus aspirer à rejoindre les meilleures universités ou écoles après le bac - puisque de toute façon le taux de réussite général est élevé et ce sont ceux qui viennent du privé ou des établissements réputés qui prendront toujours les places. D'autre part, les contenus allégés dans l'enseignement secondaire provoquent un manque de préparation des élèves pour l'enseignement supérieur malgré de bons résultats, ce qui augmente le taux d'échec en licence. Là encore, ce sont les jeunes élèves et étudiants



des couches les plus aisées qui seront avantagés, car ils ont la possibilité de s'offrir des cours particuliers, leurs établissements sont plus côtés et offrent des meilleures conditions d'études et de préparation aux écoles et universités. De l'autre côté, les jeunes forcés à prendre des voies professionnelles subiront le plus souvent des programmes abrutissants et rabaissés, dont l'objectif ne sera que de les former comme main-d'œuvre utile et soumise au capital.

Ce problème est renforcé par le système Parcoursup qui montre son inefficacité depuis plusieurs années. La rentrée prochaine risque d'être particulièrement difficile. Chaque automne on recense de nombreux cas d'élèves qui restent sans fac ou sans école quels que soient leurs résultats scolaires au lycée. Devant l'afflux de nouveaux bacheliers, plus que jamais nombreux cette année, le problème risque de s'amplifier.

La rentrée 2020 doit être le moment de créer une mobilisation de masse et unitaire contre la sélection et contre la politique de Macron en général. Il est vital que le système éducatif serve à une formation réelle et complète des jeunes, et non à gonfler les statistiques et à former au strict minimum les futurs travailleurs et travailleuses. ★

L'IRRESPONSABILITÉ DE LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE

➤ **BROSS**

L'après-confinement et la sortie de la crise sanitaire en général sont marqués une fois de plus par l'irresponsabilité et l'incapacité du capitalisme de répondre aux besoins et au bien-être du peuple-travailleur et de sa jeunesse. La destruction progressive du secteur public de la santé, amorcée avec une violence de plus en plus affichée depuis trente ans, se ressent dans toute son ampleur. Des mesures comme la tarification à l'activité, mesurant les dépenses allouées aux établissements de santé par la productivité, ou encore la loi de financement de la sécurité sociale, utilisant le déficit provoqué de notre service de soins public pour réduire les dépenses, (lois dont le retrait est demandé par la majorité des syndicats depuis les années 2000) sont significatives d'un désastre qui s'annonce de plus en plus grand. Quelles sont les conséquences concrètes de cette tentative des monopoles de s'approprier le secteur de la santé en démantelant le service public ?

Tout d'abord nous pouvons souligner l'inhumanité de ces mêmes monopoles en temps de crises. L'exemple phare, c'est le prix des masques chirurgicaux, passés en pleine crise de 0,05 à 0,95 euros l'unité. Dans l'ensemble des magasins, le prix de la boîte de 50 masques gravite autour de 30 euros. On comprend que le coût moyen pour une famille de travailleurs peut monter rapidement. Pour un ménage de quatre personnes, deux parents et deux enfants, il faut compter plusieurs boîtes par semaine et l'addition devient très salée à la fin du mois. De nombreuses enquêtes menés notamment par la CGT et l'INDECOSA et d'autres associations prouvent ce prix exorbitant. Nous avons ici l'exemple même que sous le capitalisme, la classe bourgeoise doit de tout temps rechercher à faire du profit, quel qu'en soit le prix humain.

Mais en dehors de cette recherche de profit, l'absence de régulation et de planification de l'économie pour les besoins réels de la population entraîne également de véritables chaos organisationnels. Le stock de masques, entre autres, en est la preuve. En 2009, un rapport sénatorial, notait que la France détenait 723 millions de masques FFP2. Selon Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, au plus fort de la crise, il n'en resterait aucun en stock. Reconstituer ce stock se fit ces der-

niers mois au prix d'une concurrence déchaînée entre monopoles, à savoir qui rapporterait le plus de profit de ce fiasco. Ainsi, nous avons pu voir se multiplier les situations les plus cyniques, comme par exemple le fait que des entreprises comme Cdiscount puissent vendre un total de 60 millions de masques tandis que dans certains hôpitaux il en manquait pour certains patients ou même que les masques fournis n'étaient pas aux normes. La raison en est encore une fois que la loi des profits prime avant tout sur la santé publique des travailleurs et des travailleuses.

A l'heure actuelle, nous observons finalement proliférer de nombreuses mesures fantômes et absurdes afin de masquer cet échec du capital. On observe très clairement que la gestion capitaliste est en contradiction totale avec une gestion efficace de la santé et des crises sanitaires. Il suffit de voir que les horaires au travail ne sont pas aménagés, ce qui a pour conséquences un entassement dans les transports aux heures de pointe et donc une augmentation du risque de propagation du virus. Aussi, la question du port du masque obligatoire fait débat, mais la mesure n'est jamais étendue et les choix politiques paraissent ici très ponctuels. D'autant plus que cela reste assez hasardeux, avec une tendance à l'autoritarisme et à l'arbitraire.

Tandis que le conseil scientifique préconise beaucoup de prudence face à la probabilité d'une deuxième vague à partir de l'automne, le capital ne peut que rechercher à faire du profit sur le peuple-travailleur et sa jeunesse quel qu'en soit le prix humain. La crise sanitaire confirme plus que jamais la nécessité d'organiser et de planifier l'économie par et pour les travailleurs et les travailleuses. Et c'est à nous de décider collectivement à la rentrée vers quel modèle de société nous voulons aller. ★

NOUS SOMMES RÉSOLUMENT SOLIDAIRES ET ENGAGÉS AUX CÔTÉS DE LA RÉVOLUTION CUBAINE...

➤ JIM

... et pour cause, l'île a montré récemment ses prouesses en matière de santé et de solidarité internationale. Ceci sans autre intérêt que de soigner sa population, de sauver des vies et de combattre le virus. Cuba résiste très bien à la pandémie de Covid-19 avec à peine une centaine de décès recensés et une possible réouverture au tourisme international d'ici fin août. Ceci est le fruit d'un système de santé solide, lui-même construit grâce au système socialiste.

On entend déjà reprocher à Cuba le fait d'avoir proposé de l'aide internationale dans l'intérêt diplomatique d'obtenir un soutien contre le blocus américain. Soit. Mais ne serait-ce pas ici oublier que ce même blocus est illégitime, impopulaire et criminel ? De la même manière que l'impérialisme américain se manifeste dans son arrière-cour qu'est l'Amérique latine depuis le XIXe siècle et que le blocus contre Cuba est une violation du droit d'un peuple à disposer de lui-même et de décider de son propre sort, de son propre développement national. En fait, si les Cubains envoient leurs médecins tout au long de l'année (et pas seulement durant les épidémies et les crises sanitaires) dans le monde, c'est qu'ils croient profondément en la solidarité internationale, que cette dernière n'est pas motivée par un business ou par une recherche d'heure de gloire. Et sur le plan diplomatique, c'est une occasion d'insister auprès des gouvernements (particulièrement italien et français) sur le fait que Cuba ne recherche pas un soutien en paroles, en promesses non tenues, mais en acte, en pression sur les États-Unis et Israël qui sont les seuls pays à s'opposer à la levée du blocus. Notons par ailleurs que les États-Unis n'ont pas hésité à renforcer leur blocus sous la crise sanitaire, bloquant et perturbant l'achat par Cuba de réactifs pour les tests et de masques.

Depuis plus de 60 ans le peuple cubain est étouffé par ce blocus qui a pour but de renverser le gouvernement ainsi que – et surtout – le système socialiste qui a tant prouvé en terme de conquêtes sociales : alphabétisation de masse et de haute qualité, système de santé de haute qualité, agriculture « biologique », droits des femmes, logements à prix modiques, aides internationales, et tant d'autres. En 1960, le gouvernement révolutionnaire de Fidel Castro lance la nationalisation des entreprises, notamment du pétrole et des transports, ainsi que des banques, à

99% américaines. On comprend ici que la volonté américaine de briser le socialisme est motivée par celle de retrouver des parts de marchés perdues et des ressources locales à exploiter.

Notre engagement s'inspire des conquêtes sociales cubaines réalisées par le socialisme. À Cuba, la jeunesse n'a pas à payer pour sa santé ou son éducation et elle n'a pas à s'inquiéter sur son avenir puisque l'État donne du travail à toutes et à tous en sortie d'études. À Cuba, il y a ce réel soucis et engagement pour l'environnement et le changement climatique : ce n'est pas un effet de communication à l'instar de la « Convention Citoyenne sur le climat en France ». On nous dit qu'il n'y a pas d'alternatives au capitalisme. On va nous le répéter à la rentrée avec toutes les luttes sociales qui accusent quotidiennement le capitalisme. Cuba nous montre concrètement que l'on peut relever les défis d'avenir avec un autre système économique et social fondé sur les besoins de la population, tout en aidant les peuples en difficulté dans le monde. Quelle leçon d'humanité voir un pays sous blocus et « en développement » envoyer son aide à des pays comme la France, pourtant parmi les pays les plus « développés » ! ★

QUI SOMMES-NOUS ?

L'**Union de la Jeunesse Communiste** (UJC) est une organisation politique pour la jeunesse, pour armer cette dernière dans son combat contre le capitalisme et pour le socialisme-communisme. L'UJC est liée au **Parti Communiste Révolutionnaire de France** (PCRF) par la ligne politique commune et par le projet de société auquel nous aspirons.

Dégradation des conditions de vie, précarité et chômage, recul des droits sociaux, coupes budgétaires dans les services publics et leur privatisation (santé, enseignement, transports), question environnementale urgente, menace de guerre généralisée : le constat est déplorable. C'est tout un système qui est en crise et qui ne parvient pas à répondre à nos besoins.

L'UJC propose de développer des luttes autour de 6 axes que sont le travail, l'éducation, la santé, le logement, le transport et le divertissement (loisirs, sport, culture). Nous pensons que s'il y a de l'argent pour soulager l'impôt des grands patrons et pour faire la guerre dans le monde, c'est que cet argent existe pour, par exemple, construire de nouveaux logements étudiants, développer des programmes culturels gratuits pour les quartiers populaires, etc.. Mais ce que nous gagnerons par la lutte mènera la bourgeoisie à se battre pour le récupérer, car celle-ci a pour intérêt d'accroître ses profits, intérêt fondamentalement contradictoire aux nôtres.

L'UJC fait donc le constat que le système capitaliste a fait son temps et qu'on ne pourra résoudre les problèmes qui affectent la jeunesse que par un changement de système économique et social par la voie révolutionnaire. Pour cela, nous devons organiser notre colère dans une organisation politique que l'UJC se fixe pour objectif de construire.

UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

CONTRE MACRON, CONTRE LE CAPITALISME
REJOINS LE COMBAT !

Je reste en contact avec l'UJC ☐
Je rejoins l'UJC ☐
NOM, Prénom : _____
Ville, Code Postal : _____
Téléphone : _____
Mail : _____

Parti Communiste Révolutionnaire de France
Les Amis d'Oulianov B.P.40084
75862 PARIS CEDEX 18

RETROUVE NOUS SUR :

@UNION_JC #UNIONJC

WWW.UNIONJC.FR